



ASSEMBLEE DES FRANÇAIS DE L'ETRANGER

UNION EUROPEENNE : LES NOUVELLES DE LA SEMAINE

Jean Pierre VILLAESCUSA

Président de la Commission de l'UE



Une semaine d'actualité

En difficulté, dans votre propre pays ou ailleurs le 112 est le numéro unique d'appel

75 ans après la Nuit de Cristal du 9 au 10 novembre 1938, la peur de l'antisémitisme en Europe persiste. La Presse en parle.

Economie Les intérêts en Europe tentent vers zéro. Le nouveau taux de la BCE à 0,25% est "le taux le plus bas depuis l'instauration de l'euro". La BCE veut ainsi combattre le risque de déflation –

Le plus grand défi auquel l'économie de l'Europe est maintenant confrontée consiste à trouver **la manière de soutenir la reprise** qui est à présent engagée. C'est le principal message qui ressort de l'examen annuel de la croissance de cette année, adopté ce jour par la Commission.

Budget européen. Un compromis, enfin, sur le budget 2014 de l'Union européenne. Au terme d'un long bras de fer dans la nuit de lundi à mardi avec les eurodéputés, les Etats-membres ont finalement consenti une rallonge de 500 millions d'euros. Avec 135,5 milliards d'euros, le budget 2014 n'en reste pas moins **un budget d'austérité.**

France Bruxelles valide le budget 2014 de la France. Un bon point mais peut mieux faire. Ce qui permet à Pierre Moscovici "d'avancer le sérieux" la "crédibilité" de la politique budgétaire française

Nouvelle cible de la commission, Berlin défend son modèle économique aujourd'hui **pointé du doigt** par l'Europe. **Un agacement de plus** pour l'Allemagne, après la dégradation de la note de la France et la politique menée par la Banque centrale européenne, entre autres...

Chômage L'Europe intensifie la lutte contre le chômage des jeunes. Peu ont manqué le rendez-vous fixé par François Hollande le 12 novembre 2013. Une grande messe sans décision majeure mais qui réaffirme une volonté.

Climat Conférence sur le climat à Varsovie. Difficile pour la Pologne de donner le "la", alors que l'opinion publique polonaise et les industriels semblent plus proches des climato-sceptiques que des écologistes.

À vendre : citoyenneté européenne, 650 000 euros. Direction La Valette **JPV**

INSTITUTIONS

Le bras de fer sur la réforme de la politique régionale de l'UE touche à sa fin

Après plus d'un an de négociations musclées, la commission parlementaire du développement régional (REGI) a approuvé le compromis sur la politique de cohésion pour 2014-2020. Le fonds d'investissement de 325 milliards d'euros à destination des régions pauvres entrera probablement en vigueur avant la fin de l'année.

Ces fonds permettent de réaliser de gros investissements en période de crise économique.

La Pologne est de loin le plus grand bénéficiaire des fonds de cohésion, avec 72,5 milliards d'euros. L'Italie arrive en deuxième position, avec 29,2 milliards d'euros

COMMISSION/CONSEILS

L'Europe intensifie la lutte contre le chômage des jeunes

Vingt-quatre des 28 chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne et des dirigeants européens ont participé à la seconde conférence contre le chômage des jeunes organisé à l'Élysée sous la houlette du chef d'Etat français.

Un grande messe à l'issue de laquelle aucune décision politique majeure n'a été annoncée, comme attendu. Ce rassemblement confirme cependant la mobilisation des dirigeants européens sur ce problème touchant environ 6 millions de moins de 25 ans.

Cette seconde réunion organisée sur le chômage des jeunes **succède à l'initiative de la chancelière allemande**, Angela Merkel en juillet dernier. **Un troisième rendez-vous** des dirigeants européens, **à Rome cette fois**, se tiendra au printemps pour tirer un premier bilan des initiatives européennes en faveur de l'emploi des jeunes.

Pour en savoir plus Face à cette situation alarmante, les dirigeants européens ont décidé d'aller vite, en mettant en place **dès le 1er janvier 2014 le principe de la « garantie pour la jeunesse »**. Ce dernier prévoit qu'aucun jeune Européen ne reste plus de 4 mois sans se voir proposer un emploi, un stage ou une formation.

Concrètement, tous les pays ayant fait la demande auprès de la Commission européenne pourront recevoir dès le début de l'année prochaine les financements nécessaires permettant de mettre en place ce principe. Une manière de donner le soin aux pays de se saisir du programme européen.

La France a déjà rendu son plan d'application de la garantie jeunesse à la Commission européenne, et devrait toucher une enveloppe de 600 millions d'euros.

Semestre européen 2014: consolider la reprise

Le plus grand défi auquel l'économie de l'Europe est maintenant confrontée consiste à trouver la manière de soutenir la reprise qui est à présent engagée. C'est le principal message qui ressort de l'examen annuel de la croissance de

26.02.2014

cette année, adopté ce jour par la Commission. Son adoption marque le début du quatrième Semestre européen de coordination des politiques économiques dans un environnement où la croissance commence à être de retour et où les États membres progressent dans la correction des déséquilibres qui s'étaient créés avant la crise.

Pour en savoir plus C'est pourquoi la Commission maintient sa stratégie équilibrée pour la croissance et l'emploi et continue à mettre l'accent sur **cinq grandes priorités pour l'année à venir**:

.Procéder à un assainissement budgétaire différencié propice à la croissance;

.Revenir à des prêts bancaires en faveur de l'économie;

.Promouvoir la croissance et la compétitivité pour aujourd'hui et demain;

.Lutter contre le chômage et prendre des mesures pour faire face aux retombées sociales de la crise;

.Moderniser l'administration publique.

Le président Barroso a fait la déclaration suivante: «*L'économie de l'UE est à un tournant. Les efforts soutenus de l'UE commencent à porter leurs fruits et la croissance revient tout doucement. L'examen annuel de la croissance 2014 souligne les domaines dans lesquels nous devons nous montrer plus forts et plus audacieux pour mettre en place les réformes nécessaires en vue de garantir une reprise durable et créatrice d'emplois.*»

L'examen annuel de la croissance montre comment les États membres s'adaptent au processus, récemment renforcé, de coordination des politiques économiques dans le cadre du Semestre européen et dans quelle mesure ils collaborent mieux sur la base de règles communes.

La coordination budgétaire dans la zone euro a atteint cette année **un niveau sans précédent**: pour la première fois, la Commission évaluera les projets de plans budgétaires de la zone euro pour 2014 avant que les budgets soient adoptés par les parlements nationaux et présentera un aperçu de la position budgétaire au sein de la zone euro dans son ensemble. Les résultats de cette évaluation seront publiés le 15 novembre prochain.

Berlin sous enquête

La Commission européenne devait annoncer vendredi **l'ouverture d'un examen approfondi sur l'économie allemande**. La première économie européenne, qui "a brillamment traversé cinq ans de crise" enregistre **un excédent commercial très élevé, estimé à 7% du PIB pour 2013**. Alors que Bruxelles précise qu'"il s'agit d'une analyse, pas d'une inculpation", cette décision de l'exécutif européen suscite la stupéfaction à Berlin qui confirme paradoxalement le relatif ralentissement de son économie

Pour en savoir plus Le système allemand serait donc trop dépendant des marchés étrangers, plutôt que de sa demande interne et "on ne peut pas demander au sud de l'Europe de diminuer ses déficits si le nord ne réduit pas ses excédents", *Les Echos*. **Procédure infondée pour Berlin qui maintient que** les entreprises allemandes profitent de la demande des pays émergents et non

26.02.2014

des membres de l'UE. L'excédent enregistré vis-à-vis des pays de la zone euro est passé de 4,4 % du PIB en 2007 à 2,2 % l'an dernier

Si elle est déclenchée, la procédure contre Berlin sera le 14e examen ouvert par la Commission européenne. A ce jour, aucune de ces enquêtes n'a débouché sur des sanctions

PARLEMENT

Budget. Un accord trouvé pour 2014

Le 12 novembre, **le Conseil et le Parlement européen** ont trouvé un accord sur le budget 2014, ouvrant la voie à l'adoption du budget pluriannuel de l'Union pour la période 2014-2020.

L'accord prévoit des engagements à hauteur de 142,6 milliards d'euros et des paiements pour un montant de 135,5 milliards, soit 400 milliards de moins que ce que demandaient les parlementaires mais 500 milliards de plus que ce que les dirigeants européens appelaient de leurs vœux. **Cela équivaut à une baisse de près de 5% des dépenses par rapport au budget 2013.**

Tous les services de l'Union européenne, à l'exception de l'administration, devront subir des coupes budgétaires, notamment **les fonds de cohésion, dont les fonds structurels** versés par l'UE aux pays les plus frappés par la crise, qui se verront amputés de presque 7 milliards d'euros.

Pour en savoir plus Les Etats membres devront remettre de l'argent frais pour permettre au fonds de solidarité de débloquer les 400,5 milliards de compensation promis aux régions d'Autriche, de République tchèque, d'Allemagne et de Roumanie, touchées par les violentes inondations du printemps dernier.

Deux cents euros par jeune chômeur européen

Cet accord prévoit une enveloppe de 3,9 milliards d'euros pour soutenir les créations d'emplois, la formation et l'apprentissage en faveur des 19 millions de jeunes Européens au chômage.

Certains jugent cet effort nettement insuffisant puisqu'il représente **environ 200 euros par jeune chômeur,** alors que les dirigeants des 28 pays européens se retrouvaient ce mardi à Paris pour une réunion consacrée au chômage des jeunes.

Le compromis a été voté **à la majorité qualifiée,** le Royaume-Uni, le Danemark, les Pays-Bas et la Suède restant opposés à toute rallonge, aussi modeste soit-elle

L'accord doit encore être approuvé par le Parlement en plénière qui se tiendra à Strasbourg, les 19 et 20 novembre prochains.

Les Verts européens votent sur Internet.

Les sympathisants écologistes âgés de plus de 16 ans ont jusqu'au 28 janvier pour choisir leurs têtes de liste pour les européennes. Les deux désignés feront ensuite campagne dans l'ensemble de l'Union.

26.02.2014

Parmi les **4 candidats**, 2 Allemandes, le Français **José Bové** et l'Italienne **Monica Frassoni**. L'un d'eux sera le candidat des Verts au poste de président de la Commission européenne.

ETATS

Allemagne

L'Allemagne commémorait le pogrom antijuif de la "Nuit de Cristal" il y a 75 ans

Un pogrom contre les juifs organisé par le régime hitlérien, il y a 75 ans, qui révéla au monde sa violence antisémite.

Dans la nuit du 9 au 10 novembre 1938, et toute la journée qui suivit, des commerces tenus par des juifs furent saccagés dans tout le pays, des synagogues incendiées et 30.000 hommes arrêtés puis déportés. Ces violences firent 90 morts parmi la population juive allemande.

Le chef de file des sociaux-démocrates entrerait au gouvernement

Sigmar Gabriel, devrait faire partie d'un éventuel gouvernement de grande coalition avec les conservateurs de la chancelière Angela Merkel, et en être le vice-chancelier, affirme samedi 9 novembre l'hebdomadaire *Der Spiegel*.

Angela Merkel contre l'idée de référendums sur l'UE en Allemagne

Et ce sur les grandes décisions relatives à l'Union européenne, idée avancée par les négociateurs travaillant à l'élaboration d'un programme de grande coalition gouvernementale.

Cette suggestion est contenue dans un document de travail établi par un groupe de concertation réunissant les conservateurs de la CDU et les sociaux-démocrates du SPD.

Cela s'appliquerait en particulier lorsque de nouveaux Etats membres sont ajoutés, lorsque des prérogatives importantes sont transférées à Bruxelles ou lorsque des financements allemands sont engagés au niveau européen

Autriche

Formation d'un gouvernement. Il faut encore attendre.

Les négociations entre SPÖ et ÖVP sont dans l'impasse.

Le trou budgétaire Pour l'ÖVP, le seul remède au « de 30 milliards d'euros serait un plan d'austérité ; le SPÖ et refuse un plan de rigueur et conteste les chiffres.

Retraites et impôts : l'ÖVP souhaite épargner en réduisant les préretraites. Désaccord au SPÖ

La question scolaire : un compromis possible. En échange de l'extension de l'école à temps plein, l'ÖVP obtiendrait le maintien des lycées (Gymnasium

Hypo met en danger la solvabilité de l'Autriche

Les agences de **notations Standard & Poors et Moody's menacent de baisser la note de l'Autriche**, "si l'endettement de l'Etat autrichien dépasse le taux record de 80% du PIB"

Ce seuil pourrait être dépassé **à cause des problèmes de la banque Hypo Alpe Adria**, "qui est assise sur des actifs présentant un risque de 18 milliards

26.02.2014

d'euros" pour l'Etat, dont seule une petite partie est actuellement intégrée dans le calcul de la dette du pays. **Plus les politiques tardent à trouver une solution pour la dissolution de la banque, "plus le scénario d'une baisse de la note autrichienne devient probable"**, s'inquiète *Die Presse* qui rappelle qu'il y a 5 ans, l'ancienne banque régionale de Carinthie a bénéficié pour la première fois de l'argent du contribuable. Mais jusqu'ici, aucune stratégie de redressement n'a été établie.

Bulgarie

L'occupation atteint le Parlement

Plusieurs centaines d'étudiants ont encerclé le Parlement bulgare, le 12 novembre, pour demander la démission du gouvernement, qu'ils accusent d'être trop lié "avec l'oligarchie". Des heurts avec la police et quelques interpellations ont eu lieu quand les manifestants ont tenté de passer le cordon de sécurité entourant le Parlement. Dans le même temps, rapporte *Pressa*, les étudiants ont décidé de lever partiellement le blocage de l'université de Sofia entamé le 25 octobre, afin que l'administration puisse payer les salaires et verser les bourses aux étudiants.

Espagne

La contestation sur les billets de banque

Face à l'austérité économique ambiante, des Espagnols ont décidé d'épancher leur humeur noire directement **sur leur monnaie papier, leurs euros**. Les réseaux Twitter et Facebook voient ainsi fleurir les photos de ces coupures aux messages revendicatifs.

Pour en savoir plus Un procédé pour s'adresser aux dirigeants qui peut étonner, mais **qui**, fort heureusement, **n'enlève pas la valeur des billets en euros** : même "tachés d'encre, souillés ou imprégnés d'une substance quelconque", ces derniers pourront être échangés, comme le prévoit la décision de la Banque centrale européenne du 23 mars 2003. Le demandeur devra cependant fournir "des explications écrites quant à la nature des taches".

Bruxelles va avertir l'Espagne pour la troisième fois"

En raison des grands déséquilibres du chômage et de la dette publique", et en raison de **sa dépendance envers les financements extérieurs**. Après cet avertissement, **le troisième de la sorte en 3 ans**, l'UE procèdera à une analyse "en profondeur" des réformes entamées par le premier ministre Mariano Rajoy, et plus spécifiquement la réforme du marché de travail pour réduire le chômage et celle des retraites pour diminuer le déficit de la sécurité sociale.

France

Cocorico pour le cinéma français

Les nouvelles aides de Bruxelles pour le cinéma préservent le cinéma français. Ce dont la ministre de la Culture, Aurélie Filippetti, n'est pas peu fière.

La France était vent debout contre la communication de la Commission sur les aides publiques au cinéma et l'audiovisuel, qui menaçait le modèle de financement français. Après un lobbying intensif, la ministre est parvenue à

26.02.2014

obtenir qu'entre 50 et 80 % du budget d'un film subventionné soit obligatoirement dépensé sur le territoire

Malte

À vendre : citoyenneté européenne, 650 000 euros

Le Parlement de La Valette a décidé le 12 novembre que les non-ressortissants de l'UE devront verser 650 000 euros pour acquérir la nationalité maltaise.

Pour en savoir plus Le premier ministre Joseph Muscat entend ainsi **augmenter les revenus du pays tout en attirant des individus de « haute valeur »** susceptibles d'investir dans l'île méditerranéenne.

Il estime que cette mesure rapportera **30 millions d'euros** dans sa première année, ce qui correspond à **45 naturalisations environ**. Les personnes naturalisées pourraient ainsi travailler et résider dans les autres États membres de l'UE.

Malte fait partie de l'Union européenne et de l'espace Schengen. L'île a signé un accord d'exemption des visas avec les États-Unis.

Portugal

Le FMI propose une dose supplémentaire d'austérité pour 2015"

Le Fonds monétaire international pense que les mesures d'austérité prises jusqu'à présent sont suffisantes pour atteindre les objectifs budgétaires pour cette année et la prochaine, mais anticipe pourtant des coupes supplémentaires pour 2015, écrit Diário de Notícias. Dans un rapport rendu public le 13 novembre, le FMI souligne qu'en 2015, le Portugal devra réduire encore les salaires et les retraites pour établir une balance des paiements des comptes publics durable.

Republique Tchèque

Dévaluation historique. L'euro à 27 couronnes sur ordre de la BCE

Pour la première fois depuis 2002, la Banque nationale tchèque est intervenue sur le marché des changes en dévaluant la monnaie nationale, afin de stimuler les exportations, principal moteur de l'économie du pays, ainsi que l'inflation, jugée trop faible. **"En l'espace de 30 minutes, l'euro a augmenté d'1 couronne pour atteindre presque le taux de change dicté par la banque centrale.** Un effondrement si rapide de la couronne est sans précédent dans ce millénaire". Un aboutissement logique, pour une "une économie qui ne parvient pas à sortir d'un cycle de variations modérées à la hausse comme à la baisse.

La Banque nationale va maintenir la couronne autour de 27 couronnes l'euro au moins un an et demi

La République tchèque va rouvrir son ambassade au Luxembourg

Près d'un an après sa fermeture, pour raison économique, l'Ambassade de la République tchèque au Luxembourg doit bientôt rouvrir. La mission diplomatique tchèque au sein du Grand-Duché avait été supprimée fin 2012 et pourrait être renouvelée au mois de février 2014. **L'ambassadeur résidera toutefois à Bruxelles.**

26.02.2014

A partir de ce jeudi, les citoyens tchèques n'ont plus besoin de visa pour se rendre au Canada,

Depuis 2009, les autorités canadiennes avaient réintroduit cette obligation de visa pour les citoyens tchèques suite à une importante croissance des demandeurs d'asile tchèques dans ce pays d'Amérique du Nord.

Le président Zeman confiera bien la formation du gouvernement à Bohuslav Sobotka le chef du parti social-démocrate (ČSSD) vainqueur du scrutin,

Suède

Face à la chute du nombre de ses détenus, la Suède ferme des prisons

A l'heure où certains pays ne savent plus où mettre leurs prisonniers, le modèle carcéral suédois connaît le problème inverse. Témoin d'une chute de l'occupation de ses prisons depuis deux ans, la Suède a décidé de fermer quatre de ses établissements et un de ses centres de réhabilitation

Slovénie

Vote de confiance au gouvernement pour un budget d'austérité

Le Premier ministre slovène Alenka Bratusek se félicite vendredi matin de la confiance obtenue du Parlement qui lui a accordé son soutien pour imposer un budget d'austérité dans ce petit pays en crise de la zone euro.

RELATIONS EXTERIEURES/ETATS HORS UE

Ukraine: pas de vote au Parlement sur le cas de l'opposante Timochenko

A deux semaines du sommet de Vilnius sur le Partenariat oriental, au cours duquel doit être signé l'Accord d'association entre l'Ukraine et l'UE, les événements se précipitent à Kiev. Trois jours plus tôt, le président ukrainien **Viktor Ianoukovitch aurait effectué une visite surprise à Moscou** qui suscite depuis la polémique.

Le Parlement ukrainien referme mercredi une session extraordinaire sans qu'aucun vote n'ait lieu pour résoudre le cas de l'opposante emprisonnée Ioulia Timochenko. À Kiev, **le vent souffle très fort vers l'est** et l'éloigne d'un rapprochement avec l'Europe.

L'UE se mobilise pour les Philippines

Le commissaire européen en charge du développement, Andris Piebalgs, s'est rendu aux Philippines après le passage du typhon Haiyan. Lors de sa visite, il annoncé le déploiement de 10 millions d'euros pour la réhabilitation des zones affectées par la tempête.

Cette somme s'ajoute aux 3 millions d'euros débloqués deux jours auparavant par Kristalina Georgieva, la commissaire en charge de l'aide humanitaire.

ECONOMIE/FINANCE

Retour sur la baisse des taux de la BCE

Seite 8

JEAN PIERRE VILLAESCUSA . E. mail : jp.villaescusa@assemblee-afe.fr

Tel + fax : 00 43 1 879 65 29

26.02.2014

Une nouvelle démonstration de la "méthode Draghi". Un style très différent de celui de ses prédécesseurs à la tête de la BCE, à la fois plus proactif, **plus pragmatique et plus souple.**

Pour en savoir plus A la surprise générale, la Banque centrale européenne a annoncé, jeudi 7 novembre, qu'elle réduisait le taux de refinancement, son principal taux directeur, d'un quart de point, à 0,25%, contre 0,5 % auparavant. Alors que la quasi-totalité des analystes misaient sur le statu quo, **Mario Draghi, son président a déjoué tous les pronostics**, en annonçant une baisse du principal taux directeur de l'institution, de 0,5 à 0,25%.

Une telle mesure, dite d'assouplissement monétaire, permet ainsi de **redynamiser l'activité économique**. Elle **éloigne** en outre **un risque de déflation**, engrenage synonyme de baisse des prix mais aussi de diminution des salaires et de la consommation.

Cette décision fait suite à la baisse de l'inflation dans la zone euro. Au mois d'octobre, celle-ci est tombée à 0,7%, alors que l'objectif de la BCE est fixé juste en-dessous de 2%

Le ministre de l'économie **Pierre Moscovici a salué une "bonne nouvelle (...)** limitant les risques de déflation". Et le FMI de juger cette décision "totalement justifiée" au vu de la fragilité de la reprise dans la zone euro,

L'Allemagne veut que les gros déposants payent pour les faillites bancaires

L'Allemagne exige que les gros déposants et les créanciers obligataires d'une banque en faillite assument des pertes à partir de janvier 2015 ans la zone euro. C'est la condition en échange de son aval à la réforme de la supervision bancaire européenne.

Berlin veut ainsi imposer des clauses dites de « bail-in » (renflouement interne) permettant d'imposer des pertes aux dépôts de plus de 100 000 euros et aux détenteurs d'obligations d'une banque en situation de dépôt de bilan avant que l'État n'intervienne, suivant un document de 14 pages dont *Reuters* a pris connaissance.

L'euro cette semaine

L'euro se stabilisait face au dollar vendredi malgré des statistiques décevantes pour la zone euro et après les commentaires devant le Sénat de la prochaine présidente de la banque centrale américaine **Janet Yellen**.

La devise européenne reste toutefois sous la pression d'indicateurs peu encourageants en provenance de la zone euro.

Eurostat a indiqué que la croissance y avait ralenti au troisième trimestre, avec un PIB en hausse de seulement 0,1%, après une progression de 0,3% les trois mois précédents.

En Allemagne, première puissance économique de la région, **la croissance a ralenti, à 0,3%** (contre 0,7% au deuxième trimestre) et en France, le PIB a reculé de 0,1%.

Bruxelles valide le budget 2014 de la France et l'incite à persévérer

26.02.2014

La Commission européenne a adressé vendredi **un bon point à la France**, en validant son projet de budget tout en lui demandant de persévérer sur la voie des réformes, **et a mis en garde l'Italie et l'Espagne** contre des risques de dérapage l'an prochain. **Malgré ce satisfecit, la France ne dispose pas de marge de manœuvre en cas de dérapage l'an prochain, juge la Commission**

Pour en savoir plus Le projet de budget français est conforme à ses attentes, mais les objectifs de réduction des déficits pour 2013 et 2014 sont dans l'ensemble respectés.

En outre, la France "a pris les mesures nécessaires pour corriger son déficit en 2013/2014", a jugé la Commission, qui fonde son analyse sur les déficits structurels qui prennent en compte les effets de la conjoncture, contrairement aux déficits affichés, dits "nominaux".

"Même si le déficit nominal (4,1%) reste supérieur à ce qui était demandé en 2013, l'effort structurel est lui très proche des objectifs fixés", argumente l'exécutif européen, qui a accordé un délai de deux ans à Paris pour ramener son déficit public sous la barre des 3% de PIB.

"Au plus juste, au plus près"

En échange, Paris doit mettre en œuvre un certain nombre de réformes, retraites et marché du travail notamment, ramener son déficit à 3,9% en 2013, 3,6% en 2014 et 2,8% en 2015.

L'Espagne et L'Irlande quittent définitivement le plan d'aide européen

Après respectivement un an et trois ans de tutelle internationale, c'est une bonne nouvelle pour ces deux économies sauvées de la banqueroute en 2010 et 2012. Surtout, un signal positif pour la zone euro.

Quant à l'Espagne, à l'issue du programme d'aide actuel, la quatrième économie de la zone euro ne demandera pas de nouvelle aide financière au MES.

Moody's baisse la note de trois grandes banques américaines

L'agence de notation financière Moody's a abaissé d'un cran la principale note de la dette de **JPMorgan Chase, Goldman Sachs et Morgan Stanley**, pour tenir compte d'un **risque de moindre soutien gouvernemental en cas de faillite**.

ENERGIE/ENVIRONNEMENT

La Pologne, championne du charbon, accueille la 19e conférence sur le climat

A l'heure, où l'Europe fait figure de plutôt bonne élève en matière d'énergies renouvelables, la Pologne, elle, continue d'exploiter et de créer des complexes comme celui de Bełchatów. Les centrales à charbon couvrent aujourd'hui 95 % des besoins énergétiques du pays. Et pourtant, c'est bien à Varsovie que se tient, cette année, la conférence sur le climat organisée par les Nations unies.

Pour en savoir plus Pour cette 19e édition, quelque 190 pays se réunissent du 11 au 22 novembre. Un rendez-vous qui vise à poser les bases d'un ambitieux accord global, attendu en 2015 à Paris, sur la limitation des gaz à effet de serre.

26.02.2014

Alors que le souvenir de l'échec de la conférence environnementale de Copenhague en 2009 est encore vif, Varsovie a donc la lourde tâche d'ouvrir les négociations qui s'étaleront sur deux ans, avant d'aboutir à Paris.

Se battre contre le réchauffement climatique uniquement dans une partie du monde, en l'occurrence l'Europe, c'est une politique douteuse", critique Marek Uszko, président par intérim de Kompania Weglova, la plus grande compagnie minière d'Europe, aujourd'hui criblée de dettes.

Réduire de 80 % les émissions d'ici à 2050

Et le gouvernement polonais semble abonder dans le même sens. "C'est une question d'indépendance énergétique. Nous avons ici du charbon à volonté, que nous pouvons utiliser, et ainsi éviter d'augmenter l'importation de combustibles fossiles", justifie Tomasz Dabrowski, chef du département énergie, au ministère de l'Économie.

ESPAGNE : "Personne ne paiera"

Onze ans après le naufrage du "Prestige", la pire catastrophe environnementale de l'histoire de la péninsule ibérique "se solde sans coupables et sans responsabilités civiles", écrit **La Voz de Galicia**, au lendemain de ce qu'elle qualifie de "microverdict" de la Haute cour de Galice sur l'accident du 13 novembre 2002.

Quant aux dommages et intérêts, estimés par le Parquet à 4,32 milliards d'euros, la Cour les a évalués à 151 millions d'euros, qui seront à la charge du Fonds international d'indemnisation des dommages dus à la contamination par hydrocarbures

SOCIAL/Pratique

Les homosexuels persécutés dans leurs pays ne sont pas assurés d'être protégés par l'Europe

La persécution des homosexuels dans leurs pays d'origine – très souvent sur le continent africain – en raison de leur orientation sexuelle ne leur donne pas nécessairement le droit au statut de réfugiés dans l'Union, contrairement aux espoirs qu'avaient formulés les associations et les ONG de défense des droits de l'homme.

L'arrêt de la Cour stipule que la persécution doit atteindre "un certain niveau de gravité" et que des lois homophobes ou même les menaces d'emprisonnement, tant qu'elles ne passent pas à l'acte, ne peuvent pas suffire à obtenir le statut de réfugié

Emploi: le Fonds européen d'ajustement à la mondialisation a fourni plus de 73,5 millions d'euros pour soutenir 15 700 travailleurs de l'Union européenne en 2012

73,5 millions d'euros pour aider des travailleurs dans onze États membres (Allemagne, Autriche, Danemark, Espagne, Finlande, France, Irlande, Italie, Pays-Bas, Roumanie et Suède), somme à laquelle se sont ajoutés 51,7 millions d'euros provenant des ressources nationales.

Le Parlement européen et le Conseil ont accepté que le FEM reste **en place au cours de la période 2014-2020**, ce qui signifie qu'il sera encore en mesure d'aider des travailleurs licenciés en raison de la crise. Pour la première fois, le Fonds pourra également apporter un soutien aux travailleurs à durée déterminée et aux travailleurs indépendants ainsi que, dans les régions à fort taux de chômage des jeunes, aux jeunes qui ne travaillent pas et ne suivent ni un enseignement ni une formation.»

BREVES

Nucléaire iranien : la France félicitée par John McCain et critiquée par l'Iran

Lors de trois jours d'intenses négociations entre Téhéran et les grandes puissances, à Genève (Suisse), les Français ont plusieurs fois publiquement dénoncé les points de blocage et le manque de garanties dans l'accord intérimaire en préparation. Leurs prises de position ont été diversement accueillies. John McCain n'est pas le seul de son camp à remercier la France

Espagne : Madrid envahi par les ordures

Dans la capitale en crise, les employés des services de nettoyage sont en grève illimitée pour protester contre la baisse de 40% de leur salaire.

La Bosnie enfin unie, par un ballon

Depuis la fin de la guerre en 1995, la communauté internationale tente en vain d'établir un véritable Etat multiethnique bosnien. La FIFA, elle, a obtenu que la fédération de football soit vraiment nationale. Avec à la clé une qualification au Mondial de l'an prochain.

Une Pussy Riot envoyée dans un camp en Sibérie

Nadejda Tolokonnikova, l'une des deux jeunes femmes emprisonnées du groupe contestataire russe Pussy Riot, est arrivée en Sibérie où elle doit rejoindre un nouveau camp de travail. Sa famille n'avait plus eu de ses nouvelles depuis fin octobre.

PRESSE EUROPEENNE

Excédents allemands : pourquoi la Commission européenne fait volte-face?

*José Manuel Barroso et Olli Rehn veulent désormais réduire les excédents allemands ? Ils ont pourtant soutenu depuis quatre ans une politique qui les a favorisés... **La Commission européenne est-elle comme le corbeau de la fable ?***

Croisade tardive

Leur croisade est, il faut l'avouer, bien tardive, de la part d'une Commission aux abois qui tire ces derniers feux avant les élections européennes et qui affiche un bilan des plus sombres tant sur le plan institutionnel qu'économique. Il y a là une impression pathétique de vouloir se raccrocher aux branches d'une réalité qui, depuis quatre ans, avait échappé au très orthodoxe duo de Bruxelles..

26.02.2014

<http://www.latribune.fr/actualites/economie/union-europeenne/20131107trib000794584/excedents-allemands-pourquoi-la-commission-europeenne-fait-volte-face.html>

L'UE se heurte à la force des exports allemands

Die Welt

"La Commission européenne fait désormais parti du chœur" de ceux qui critiquent la force des exportations allemandes, constate **Die Welt**, au lendemain de l'annonce par Bruxelles d'une "enquête approfondie" sur le surplus des exportations allemandes.

Pour le quotidien, les critiques de la Commission sont "dangereuses", "non seulement pour des raisons économiques mais également politiques" :

Les économies nationales fragiles et petites en Europe doivent également profiter de la demande mondiale [dit la Commission]. Pour cela, les Allemands doivent se modérer. Cette demande signifie de ne pas prendre trop au sérieux la consolidation [des dettes européennes]. Cela signifie également que les Allemands doivent faire des efforts pour augmenter les salaires, afin que la demande de chaussures portugaises et de vin grec augmente. Ce faisant, l'Allemagne affaiblit sa compétitivité internationale. Ce message est faux, qu'il s'adresse aux Allemands ou aux pays en crise, et il n'y a guère de moment plus inapproprié qu'aujourd'hui pour le faire entendre.

Le "made in Germany" attaqué.

L'idée est simple : l'Allemagne doit dépenser davantage pour que les pays du Sud,, puissent élargir leur marché et vendre leurs produits.

DIÁRIO ECONÓMICO LISBONNE

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4316321-n-attaquons-pas-le-made-germany>

L'idée est généreuse et repose sur une conviction : les Allemands tirent parti de la zone Euro.

Pourquoi ? Parce que s'ils avaient le mark allemand au lieu de l'euro, leur devise serait encore plus valorisée et leur compétitivité (leurs exportations) serait mise à mal.

En outre, en raison de la fragmentation financière de l'euro, les banques allemandes et l'Etat lui-même sont devenus le refuge des investisseurs internationaux, capables de payer au prix fort la sécurité de la plus grande économie de la monnaie unique.

Oui, on exige la solidarité allemande, d'autant plus que certains pays doivent ajuster leur économie à la dure et le faire rapidement. La question est de savoir ce que doivent faire les Allemands pour favoriser la force économique européenne et un projet qu'ils affirment vouloir défendre.

Antisémitisme : Les Juifs d'Europe sont inquiets

Der Spiegel

75 ans après la Nuit de Cristal du 9 au 10 novembre 1938, la peur de l'antisémitisme en Europe persiste. C'est le résultat d'une large étude sur la vie

26.02.2014

quotidienne des Juifs en Europe, réalisée par l'Agence européenne pour les droits fondamentaux auprès de 6 000 Juifs vivant en Belgique, France, Hongrie, Italie, Lituanie, Suède, Allemagne et au Royaume-Uni, les pays où vivent 90% des Juifs européens.

Cette étude, dont les grandes lignes sont publiés par Der Spiegel Online, "illustre à quel point cette peur pèse sur leur vie", précise le site :

Trois quarts des sondés remarquent une augmentation de l'hostilité à leur égard dans leur pays ces cinq dernières années [...] Un quart déclare avoir subi des attaques antisémites, dont 4% ont été exposés à de la violence physique. Un Juif sur 10 travaillant en Europe déclare avoir été victime de discrimination sur son lieu de travail, idem pour ceux qui cherchent un emploi.

Les Juifs d'Allemagne sont les plus inquiets, précise le Spiegel Online. 25% ont pensé à quitter le pays ces 5 dernières années parce qu'ils ne s'y sentaient plus en sécurité. "C'est en raison du conflit en Moyen-Orient", car "49% des interviewés disent avoir été confrontés à l'accusation selon laquelle les Israéliens traitent les Palestiniens de la même manière que les nazis traitaient les Juifs."

IDÉES : L'identité culturelle européenne, c'est le dialogue

L'ESPRESSO ROME

*Le sémiologue **Umberto Eco**, que les échanges culturels ont contribué plus que tout le reste à forger l'Europe d'aujourd'hui.*

Ceux qui exercent le même métier que moi déploient des efforts titanesques pour échapper aux congrès, aux symposiums, aux interviews sur le thème obsédant de l'identité européenne. Le problème ne date pas d'hier, mais il est devenu plus brûlant ces dernières années, à l'heure où de nombreuses personnes nient son existence.

*Il est curieux de constater que bon nombre des gens qui la réfutent et qui voudraient que le continent se morcelle en une multitude de minuscules patries possèdent un bagage culturel limité et, au-delà de leur xénophobie presque congénitale, ignorent que **c'est depuis l'an 1088, date de naissance de l'université de Bologne, que des "clercs vagants" de tous horizons vagabondent d'université en université.** D'Uppsala [en Suède] à Salerne [Italie], communiquant dans la seule langue commune qu'ils connaissaient, le latin. **On a l'impression que seuls les gens cultivés perçoivent l'identité européenne.** C'est triste, mais c'est déjà un début.*

<http://www.presseurop.eu/fr/content/article/4303841-l-identite-culturelle-europeenne-c-est-le-dialogue>

Merci de bien vouloir signaler toute erreur d'envoi ou demande de désabonnement, par mail, à : **jp.villaescusa@assemblee-afe.fr**